

**MOTION DE L'INTERSYNDICALE INTERPROFESSIONNELLE DE L'EURE**  
**CFDT – CFE-CGC – CFTC – CGT – FO – FSU – Solidaires – UNSA**  
**À L'ADRESSE DE MONSIEUR LE PRÉFET DE L'EURE**

Les organisations syndicales interprofessionnelles de l'Eure, CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNSA, revendiquent l'abandon immédiat et inconditionnel du projet de contre-réforme des retraites de la part du Président de la République Emmanuel Macron et de son gouvernement.

Ce projet de contre-réforme, au calendrier particulièrement abrupt de surcroît, qui prévoit le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, l'obligation d'avoir cotisé 43 ans d'ici 2027 au lieu de 2035 et l'abolition des régimes dits spéciaux, est parfaitement inacceptable.

La dégradation de leurs conditions de départ à la retraite est rejetée avec vigueur par une écrasante majorité de Français : le Président et le gouvernement doivent entendre cette légitime position.

Les Français veulent pouvoir profiter de plusieurs années de repos avant de connaître, potentiellement, les premiers signes d'une santé plus fragile (65,7 ans en moyenne). Les jeunes veulent avoir accès à l'emploi, et à un emploi stable de préférence, le plus tôt possible : neuf emplois sur dix trouvés par les jeunes remplacent un départ à la retraite.

Nos huit organisations syndicales ont des propositions à faire pour financer autrement notre système de retraite par répartition et de solidarité intergénérationnelle. Jusque-là elles n'ont pas été entendues. Dans tous les cas, comme 85 % de la population, nous refusons définitivement tout recul des bornes d'âges et toute disparition des régimes particuliers de retraites.

Les huit organisations syndicales ont appelé à la grève et à manifester le jeudi 19 janvier : les salariés, les sans-emploi, les jeunes, les retraités de tout le pays ont répondu à cet appel en très grand nombre confirmant ainsi leur volonté de voir ce projet délétère retiré sans condition.

Nous sommes déterminés à poursuivre la mobilisation jusqu'à obtention de nos revendications.

Monsieur le Préfet, le risque de blocage du pays et de son économie incombera donc bien au Président et à son gouvernement, s'il n'abandonne pas maintenant son projet inacceptable.

Évreux, mardi 24 janvier 2023